

Conseil des droits de l'homme
Examen Périodique Universel 2017
31e session - octobre-novembre 2018

mars 2018

**CONTRIBUTION DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES,
SUR LA SITUATION DE LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION
EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

Reporters sans frontières (RSF) est une association internationale indépendante de défense de la liberté de la presse, dotée du statut consultatif à l'Organisation des nations unies (ONU), l'UNESCO et le Conseil de l'Europe. Créée il y a plus de 30 ans, l'association, dont le siège est à Paris, appuie son action sur 12 bureaux régionaux et un réseau de correspondants dans 130 pays.

En 2017, la Chine occupe le bas du classement RSF de la liberté de la presse (176e sur 180 pays). Sur le papier, la constitution de la République Populaire de Chine garantit à ses citoyens “la liberté de parole et de presse”, mais le pouvoir de Pékin bafoue quotidiennement les principes énoncés par ce texte qu’il est pourtant censé appliquer et défendre.

Sous le premier mandat du président Xi Jinping, au pouvoir depuis 2012 et récemment renouvelé pour cinq ans, la censure et la surveillance ont atteint un niveau inédit et les médias publics comme privés ont été placés sous un contrôle renforcé du Parti. Plus de 50 journalistes professionnels et non professionnels sont sous les verrous dans des conditions qui laissent craindre pour leur vie: le prix Nobel de la Paix et prix RSF **Liu Xiaobo** et le blogueur **Yang Tongyan** sont morts l’an dernier des suites de cancers non soignés durant leur détention.

RSF s’inquiète en outre du risque de contagion du modèle répressif chinois : le pouvoir de Pékin est en effet de plus en plus actif à promouvoir à l’international son “nouvel ordre de l’information”, basé sur la censure et la surveillance, et duquel l’éthique journalistique et le droit des citoyens à une information journalistique sont exclus.

1 - Les médias placés sous le contrôle du Parti

Lors du dernier cycle d’EPU en 2013, la Chine a accepté les recommandations 186.157 de “renforcer les mesures visant à garantir la liberté d’expression et la liberté de la presse”, et 186.169 de “continuer de protéger et de promouvoir le droit des citoyens d’exprimer publiquement leurs convictions et leurs opinions”.

Cependant dès 2013, avec sa “campagne contre les rumeurs”, le président Xi Jinping a repris en main les médias qui, sous son prédécesseur Hu Jintao, s’étaient timidement fait l’écho du pluralisme des opinions dans la société chinoise.

Les médias publics comme privés sont désormais placés sous un étroit contrôle du Département de la Publicité du Parti communiste chinois (DPPCC), qui a la haute main sur l'action de 14 ministères. Ce dernier convoque les rédacteurs en chef chaque semaine et leur communique chaque jour une liste de sujets à mettre en avant et ceux interdits, sous peine de sanctions.

Depuis 2017, l'autorité de régulation du web interdit aux journalistes de citer des informations provenant des réseaux sociaux si celles-ci n'ont pas été "confirmées" au préalable par les autorités. Les journalistes chinois n'ont plus non plus le droit de tenir un blog ou une page personnelle, ou de collaborer librement avec des médias étrangers.

Les journalistes étrangers basés en Chine ne sont pas épargnés par la pression: dans son rapport 2017, le Club des correspondants étrangers de Chine (FCCC) dénonce l'acharnement croissant déployé par les autorités pour empêcher la presse étrangère de faire son travail. Les actes d'intimidation envers les correspondants incluent notamment les filatures, les arrestations, les brutalités, menaces d'expulsion et pressions sur les sources.

En février 2017, des journalistes de *BBC News* qui enquêtaient dans le Hunan ont ainsi été violentés par un groupe d'agents en civil, qui ont détruit leur équipement vidéo avant de les forcer à signer une confession pour "interview illégale". En juillet 2017, le correspondant de *Voice of America* et la personne qui l'assistait ont aussi été bousculés et ont vu leur matériel endommagé. En décembre 2017, deux journalistes sud-coréens ont été sévèrement battus par des gardes chinois alors qu'ils couvraient la visite officielle à Pékin de leur propre président.

2 - Plus de 50 journalistes sous les verrous

Lors du dernier cycle d'EPU en 2013, la Chine a accepté plus de dix recommandations la pressant d'engager les démarches nécessaires à la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui établit notamment que "nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants." (art 7) ou encore que "toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine." (art 10)

Cependant, la Chine n'a toujours pas à ce jour ratifié le Pacte, et demeure l'une des plus grande prisons du monde pour les journalistes, avec au moins 15 journalistes professionnels et 39 journalistes non professionnels en détention à ce jour selon un recensement effectué par RSF. Le régime de Pékin n'applique plus la peine de mort à l'encontre des défenseurs de la liberté de la presse, mais il s'adonne à des "mauvais traitements" et dénis de soin, le cas échéant jusqu'à la mort.

Les journalistes qui s'écartent de la ligne fixée par le Parti sont presque systématiquement accusés du délit de "provocation des querelles et des troubles" ou du crime de "divulgaration de secrets d'Etat", ce dernier pouvant valoir la prison à vie.

- En avril 2016, la journaliste **Wang Jing** a ainsi été condamnée à quatre ans et demi de prison pour avoir reporté une tentative de suicide à but politique survenue place Tian'anmen.

REPORTERS SANS FRONTIERES

POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

- Deux ans auparavant, **Gao Yu**, l'ancienne correspondante de *Deutsche Welle*, accusée d'avoir fourni des documents confidentiels à un média étranger, était pour sa part forcée à "confesser ses crimes" à la télévision et condamnée à cinq ans de prison.
- Le blogueur **Wu Gan**, 44 ans, a été condamné à huit ans de prison pour avoir dénoncé la corruption du pouvoir.
- Le journaliste-citoyen **Lu Yuyu**, 38 ans, qui documentait les mouvements sociaux, a lui écopé de quatre ans de prison.
- Le journaliste **Zhen Jianghua**, 32 ans, fondateur du site anti-censure *Across The Great FireWall*, reste pour sa part enfermé au secret.

Les défenseurs de l'information libre sont devenus une des cibles privilégiées du système dit de "résidence surveillée dans un endroit désigné" qui institutionnalise l'enlèvement, la détention au secret et la torture. Le régime pratique les mauvais traitements à grande échelle à l'encontre de ses prisonniers: l'an dernier, le prix Nobel de la paix et prix RSF Liu Xiaobo et le journaliste Yang Tongyan sont tous deux morts des suites de cancers non-soignés durant leur détention.

- En 2014, l'éditeur hong-kongais **Yiu Mantin** (Yao Wentian), 75 ans à ce jour, était condamné en dépit de son âge et de sa santé fragile à dix ans de prison pour avoir voulu publier un livre à charge sur Xi Jinping.
- La même année, l'éditeur suédois **Gui Minhai**, 53 ans, qui préparait des révélations sur les maîtresses du président, était enlevé en Thaïlande au mépris du droit international et reste à ce jour détenu et empêché de recevoir des soins alors qu'il souffre de symptômes associés à une maladie neurologique grave.

Les observateurs s'inquiètent aussi pour la vie de **Huang Qi**, 54 ans, prix RSF 2004 et fondateur du site *64 Tianwang*, prix RSF 2016, en détention provisoire depuis plus d'un an ; pour celle du journaliste non professionnel **Ilham Tohti**, 48 ans, prix Sakharov 2016, condamné à la prison à vie ; celle du journaliste **Liu Feiyue**, 47 ans, fondateur du site d'information sur les droits humains *Civil Rights and Livelihood Watch*; et celle de Liu Xia, 56 ans, veuve de prix Nobel de la paix Liu Xiaobo, à l'isolement depuis plus de huit ans.

3 - La "grande muraille" de la censure et de la surveillance

Lors du dernier cycle d'EPU, la Chine a accepté la recommandation 186.155. de "réformer la législation et les services des forces de l'ordre afin de garantir la liberté d'opinion et d'expression, y compris sur Internet". Pionnier dans l'utilisation massive des nouvelles technologies pour la surveillance et le contrôle de ses citoyens, l'État chinois est sur le point de devenir la première cyberdictature du monde.

Un système sophistiqué de censure, la "grande muraille numérique", tient les 772 millions d'internautes chinois à l'écart des sites d'information étrangers et emploierait au moins deux millions de personnes, soit un censeur pour 386 personnes. Les communications sur internet sont désormais étroitement contrôlées: l'an dernier, les commentaires anonymes sur internet ont été interdits, et de

simples citoyens ont écopé de peines de prison fermes pour des commentaires sur des forums ou sur des logiciels de messagerie privée.

Grâce à un modèle protectionniste et strictement encadré, la Chine a donné naissance à des firmes très puissantes sur son marché intérieur telles que Baidu, Tcent, Alibaba ou le constructeur de smartphones Xiaomi, qui collaborent toutes à l'effort de contrôle mené par les autorités.

La Chine a entrepris la suppression graduelle des services VPN étrangers. L'an dernier, Apple a fait scandale en purgeant sa boutique chinoise d'applications de communication sécurisée et de services VPN qui permettent de contourner la "grande muraille numérique", et plus récemment en abandonnant les informations hébergés sur le service iCloud, y compris les codes de cryptage, à une entreprise chinoise proche du pouvoir. Ses concurrents Google et Facebook, encore interdits en Chine mais qui courtisent activement le régime, pourraient dans le futur être forcés à des concessions similaires en échange d'un accès à l'eldorado du marché chinois.

La Chine vise également depuis 2011 à établir un "*nouvel ordre mondial de l'information*". Le pays exporte ainsi ses outils de censure et de surveillance dans le monde. Le premier moteur de recherche chinois, Baidu, a été lancé au Brésil en 2014 dans une version portugaise appelée Busca. Les contenus "sensibles" selon les critères de Pékin étaient clairement filtrés. Face aux protestations, la censure a semble-t-il été levée. La Chine tente aussi de développer dans le monde sa messagerie instantanée non-cryptée, WeChat, dont toutes les données lui sont accessibles y compris le détail des conversations.

4 - Recommandations de Reporters sans frontières (RSF)

- **Ratifier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques**
- **Libérer immédiatement les journalistes professionnels et non professionnels emprisonnés pour avoir exercé leur profession** et cesser les enlèvements, arrestations, détentions, tortures, mauvais traitements, perquisitions et pressions à l'encontre des journalistes et des défenseurs de l'information libre, en application des articles 37, 38 et 39 de la Constitution de la République Populaire de Chine, qui interdisent "toute incarcération illégale", garantissent la "dignité personnelle" des citoyens et "l'inviolabilité" de leur domicile.
- **Mettre un terme au système de censure de l'internet et de surveillance des journalistes**, qui représentent une violation manifeste du droit des citoyens chinois à la liberté et au secret de correspondance, garanti par l'article 40 de la Constitution de la République Populaire de Chine.
- **Rétablir l'indépendance des médias privés et publics** en application de l'Article 35 de la Constitution de la République Populaire de Chine, qui garantit expressément le droit des citoyens chinois à "la liberté de parole et de presse".

5 - Contacter Reporters sans frontières (RSF)

- Cédric Alviani,
Directeur du bureau Asie de l'Est.
calviani@rsf.org
- Sophie Busson,
Responsable du plaidoyer.
sbusson@rsf.org